

Miss Togo
2018 :
**C'est
parti !**



**Le prophète Isaak Dasilveira,
l'homme oint de Dieu qui n'oublie
pas les démunis
de son église ^{P9}
et ceux de Lomé**



**Barkoissi :
Faure Gnassingbé
lance la
construction
d'un 2ème IFAD
ce lundi ^{P3}**

LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0355 du Lundi 14 Mai 2018 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

Quand ça marche, ça piétine l'économie

Depuis le 19 août 2017 le Togo s'est retrouvé dans une situation politique aux conséquences incalculables. On n'oubliera pas de sitôt ces nombreux blessés et morts qui ont mis à rude épreuve la cohésion sociale. Aujourd'hui, c'est notre situation économique qui porte le mieux les stigmates de nos errements politiques.

Et pourtant au départ on était censé descendre dans les rues pour réclamer un mieux-être, mais au bout, les choses se sont plutôt corsées et on a l'impression qu'on s'est frotté les doigts dans les narines, on a perdu du temps et on s'est bien planté politiquement et l'économie a pris un sérieux coup à l'heure du bilan.

Le taux de production en 2017 est de 2,6% contre 6,6% en 2016. Le niveau d'investissement a aussi chuté de 18,6% en 2017 par rapport à l'année précédente. Ce sont les résultats d'une enquête de prévision macroéconomique 2017 sur le Togo diligentée par le ministère de l'économie et des finances avec le concours du Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Ce sont 200 entreprises qui ont été choisies à partir de données fournies par l'Office togolais des recettes (OTR). Les entreprises recensées appartiennent au secteur secondaire et tertiaire. Sans grande surprise, les conclusions de l'enquête ont révélé un ralentissement du rythme de croissance en 2017.

La chambre de commerce avait déjà crié son ras le bol quant au manque à gagner provoqué par les manifestations politiques de ces trois derniers mois. Quand ça marche ça piétine l'économie et ça fait mal aux citoyens.

Le Directeur de Publication

Port autonome de Lomé convoyage des véhicules en transit :



**L'alourdissement des frais fait fuir les clients
De la nécessité d'ouvrir des discussions
avec les transitaires ambulants en grève ^{P.6}**

Des paroles aux actes :

**Le ministre Gilbert Bawara
ouvre les discussions avec
les centrales syndicales ^{P3}**



MICRO à l'envers

Après des tentatives ratées ces dernières semaines, la coalition des 14 partis politiques remettent les manifestations de rue cette semaine. Même si elles sont autorisées, le problème d'itinéraire se pose toujours et on se demande si cela valait la peine. Les marches de l'opposition peuvent elles encore changer quelque chose à la situation sociopolitique? Trois confères se prononcent.

CARINTON WELA, JOURNALISTE A VOX POPULI

Il faut juste dire que quand on répète quelque chose qui donne pas un bon résultat il faut à un moment s'asseoir et décider de réfléchir à faire mieux.

On a vu dans ce pays les gens marcher sur Cinq (05) ans et ça n'a rien donné. Maintenant les marches ont repris et on a eu l'impression à un moment que ça devait donner une pression mais

jusqu'à présent rien, alors à mon humble avis il faut changer de stratégie si on veut vraiment aboutir à un bon résultat mais si on veut toujours avoir le même résultat alors il faut continuer à faire la même chose.



AROUNA ISSAKA, DP LE PATRIOTE



Si je me mets dans la position de l'opposition je pense que la coalition des 14 partis actuellement se dit que il n'y a plus d'autres alternatives pour elle qui pourraient amener le pouvoir à discuter avec elle, donc en reprenant les marches effectivement elle va penser que ce sera une forme de pression sur le pouvoir qui devrait se réveiller et relancer le dialogue suspendu pour l'instant, dialogue auquel

tout le monde avait souscrit entre temps pour trouver une solution à la crise.

JOACHIN SONOKOU, JOURNALISTE AU JOURNAL NOUVELLE OPINION

A la question de savoir si les marches de l'opposition servent encore à quelque chose, je dirai oui dans un premier temps du moment où cela contribue à faire pression pour l'aboutissement rapide du dialogue qui est resté en veilleuse depuis plusieurs mois déjà.

Mais il faut aussi reconnaître dans un second temps que ces marches de l'opposition n'ont plus leur raison d'être véritable du moment où la CEDEAO a

déjà demandé aux deux facilitateurs désignés de produire des recommandations à présenter à la communauté ouest africaine en juin prochain. Ce qui rend ces marches encore plus difficiles et moins efficaces ce sont les malentendus à propos des itinéraires entre la coalition et le gouvernement, des malentendus qui ne permettent pas à l'opposition de rassembler ses militants et sympathisants.■

Pharmacies de garde à Lomé

**Semaine du 14/05/2018
au 21/05/2018**

BEL AIR	Non loin de RAMCO et de l'hôtel Palm Beach	22 21 03 21
3 ^e ARRONDISSEMENT	Bd. du 13 Janvier, près de l'immeuble FIATA	22 21 52 27
HANOUKOPE	Avenue de la Nouvelle marche, Immeuble Radio Kanal FM.	22 21 01 15
OLIVIERS	Bd. Houphet Boigny	22 27 04 34
OCAM	Rue de l'ENTENTE	22 21 62 05
KODJOVIKOPE	Avenue Duisbourg	22 21 89 90
AMITIE	72 Av. des Hydrocarbures (SOTED)	22 21 74 47
CAMPUS	Adewi	22 21 56 32
HÔPITAL	Face Hôpital CHU-Tokoin	22 20 08 08
ISIS	Avenue Jean Paul II près des rail NUKAFU Gakpoto	23 36 95 65
PAIX	Résidence du Benin	22 26 40 91
FRATERNITE	Hedzranawé près de la Clinique St Joseph	22 26 81 55
APOTHEKA	Face siège Fédération Togolaise de Football, route de Kegué	22 61 57 57
CITRUS	Attiégou Yayrakomé sur le grand contournement	22 57 32 32
PHARMACIE 2000	BE KPOTA près du Marché Dzifa	22 70 01 69
CHRIST ROI	Kagomé	22 27 46 66
BETHEL	Rte d'Adidogomé	22 25 23 70
DES ECOLES	Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé	22 51 75 75
HOSANNA	Carrefour Sagbado-Adidogomé, Axe Sémékonawo	22 51 50 49
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22 25 65 12
Notre Dame de LOURDES	Quartier Agoè-Anome, à côté de l'église des Assemblées de Dieu (non loin du lycée d'Agoè)	22 44 01 01
CONFIANCE	Face GTA	22 42 43 81
LUMIERE	Agbalepédogan	22 25 15 26
OSSAN	Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI	23 38 44 25
DES ROSES	Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union	22 37 38 12
LA GRÂCE	Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
TAKOE	Avant la station CAP ESSO de Zongo (côté opposé)	22 34 03 42
VITAS	Située à Agoè Assiyé du côté ouest	22 25 63 43
SATIS	Près du C.E.G. Koshigan à agoè-logopé sur le Bd de la CEDEAO	22 60 30 55
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito, route de Mission TOVE en face de la station OANDO	22 42 34 64
BAGUIDA	Face CMS de Baguida	22 35 47 77
AVEPOZO	A côté de la place publique d'avepozo	22 27 04 86

**Le Libéral, c'est tous
les lundis et vendredis
chez votre marchand
de journaux.**

Des paroles aux actes : Le ministre Gilbert Bawara ouvre les discussions avec les centrales syndicales

Dix jours après la promesse faite à l'occasion de la journée internationale des travailleurs, le ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative Gilbert Bawara, joignant l'acte à la parole, a ouvert un cadre de discussion avec les centrales syndicales sur le cahier de doléances présenté et les autres plateformes revendicatives des organisations syndicales, le vendredi 11 mai dernier à Lomé.

La prise de contact, si on peut le dire, a permis à tous les acteurs réunis de s'accorder sur la méthode, l'approche et rythme de travail. Il a été donc convenu que les discussions se tiendront de deux à trois fois chaque mois et seront convoquées de manière discrétionnaire par le ministre de la fonction publique qui les présidera.

Le ministre de la fonction publique a salué le sens de responsabilité de toutes les centrales syndicales qui ont

surseoi à tout mouvement de grève ou débordement, dès l'annonce de ce cadre. Il les a également invitées à tout faire pour consolider ce nouveau climat d'apaisement et de mettre des leurs afin que des pistes de solutions satisfaisantes soient trouvées dans la sérénité.

"le gouvernement n'a pas l'intention d'occulter ou de négliger un point quelconque, puisqu'un diagnostic complet de tous les points inscrits à l'ordre du jour de ces

discussions sera fait. Ces discussions seront conduites dans un esprit d'ouverture pour trouver des solutions et améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs" a-t-il confié.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT) et porte parole des centrales syndicales, Emmanuel Agbénou a salué la promptitude avec laquelle la rencontre a été convoquée.

"Nous avons été surpris que



cette rencontre soit convoquée" a-t-il fait savoir avant d'ajouter qu'au retour de Genève, "nous irons dans les discussions proprement dites pour que les points inscrits soient abordés, approfondis, et que des solutions soient proposées, et qu'on épuise les préoccupations des

travailleurs." L'assemblée générale annuelle de l'Organisation Internationale du Travail se tient en effet, à Genève à la fin de ce mois de mai; aussi le cadre de discussions devra tenir compte de cela avant de poursuivre ses travaux.

Démocrate

Investiture du nouveau Président Sierra léonais : Faure Gnassingbé parmi les invités

Le chef de l'Etat, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, Président en exercice de la CEDEAO a assisté, ce samedi à Freetown, à l'investiture du Président élu de la Sierra Leone, SEM Julius Maada Bio, qui accède à la magistrature suprême suite aux élections générales du 31 mars 2018.

Plusieurs autres chefs d'Etat de la sous-région ouest africaine, des représentants des organisations internationales et du Corps diplomatique ont également assisté à cette cérémonie solennelle qui s'est déroulée à Siaka Stevens Stadium.

Dans son intervention, le nouveau Président de la Sierra Leone s'est engagé à œuvrer pour le développement de son pays et au renforcement de l'intégration sous-régionale.

Le Président Faure Gnassingbé a exprimé, au nom du peuple togolais et de la CEDEAO, ses chaleureuses félicitations à son homologue nouvellement investi*. Il a réitéré la disponibilité de l'organisation sous-régionale à accompagner le processus de consolidation et de renforcement de l'unité nationale dans ce pays frère. *Le Président de la République s'est personnellement

impliqué dans la résolution des difficultés post-électorales en Sierra Leone.

Les deux pays entretiennent d'excellentes relations de coopération. *La dernière visite du chef de l'Etat togolais à Freetown remonte à Août 2017, visite au cours de laquelle SEM Faure E. Gnassingbé a apporté la

compassion, le soutien, et la solidarité de ses pairs de la CEDEAO au peuple sierra léonais victime de pluies torrentielles accompagnées de coulées de boues et de glissement de terrain.

Source : Direction de l'information et de la communication



Barkoissi : Faure Gnassingbé lance la construction d'un 2ème IFAD ce lundi

Comme annoncé, c'est ce matin que le président de la République devrait procéder au lancement des travaux de construction de l'Institut de Formation pour l'Agro-Développement (IFAD), dédié à l'élevage à Barkoissi dans la préfecture de l'Oti.

Cet institut sera le deuxième du genre au Togo puisque le 5 décembre dernier, le chef de l'Etat avait également procédé à la pose de la première pierre pour la construction du tout premier IFAD à Elavagnon (Est-Mono) dédié à l'aquaculture.

Une fois opérationnelle, l'IFAD de Barkoissi offrira des formations pour les métiers de l'élevage, notamment de bovins laitiers pour accompagner la mise en place d'une filière laitière, de petits ruminants, de volailles ainsi que de porcins. La construction de ce centre de formation à l'intérieur du pays traduit la volonté du chef de l'Etat d'offrir une formation de qualité à la jeunesse togolaise.

Les jeunes de la localité, mais aussi de toutes les régions du pays, seront admis à l'Institut pour bénéficier d'une formation

qui leur permettra de mettre en place leurs propres exploitations. Des stages de perfectionnement seront également offerts aux adultes et aux professionnels du secteur.

Notons que la création de l'IFAD-Elevage de Barkoissi participe également au vaste projet de modernisation du secteur agricole, avec un accent mis par les autorités sur la transformation et la commercialisation des produits laitiers et de la viande.

La rédaction

L'UE réaffirme son accompagnement au dialogue inter-togolais

Depuis 1950, la date du 9 mai marque la célébration de la « journée de l'Europe ». Il s'agit du souvenir du début de la construction de l'Union européenne.

Au Togo, la tradition de la commémoration de cet événement a été une nouvelle fois respectée mercredi dernier à travers une réception offerte dans un hôtel de la place par la cheffe de la Délégation de l'UE, Cristina Martins Barreira. On notait la présence à cette soirée des membres du gouvernement togolais, des ambassadeurs accrédités au Togo, des membres de la classe politique togolaise ainsi que

différents acteurs de la société civile.

L'édition de cette année a été placée sous le thème du « Patrimoine culturel », signe que la coopération entre l'UE et ses pays partenaires dont le Togo va au-delà du politique et de l'économie. C'était l'occasion pour la Cheffe de la diplomatie européenne de faire le tour d'horizon des relations entre l'Europe et

l'Afrique et d'appeler à une unité d'action pour affronter les défis auxquels sont confrontés les deux continents.

Dans son discours de circonstance, Cristina Martins Barreira est revenue sur la qualité des relations entre son institution et le Togo. Elle a indiqué que l'UE n'a cessé de travailler aux côtés des Togolais pour apporter son appui au développement



socioéconomique et à la stabilité du pays. La représentante de l'UE a illustré ces propos par l'exposition, sur place de photos montrant des projets phares que l'UE a financé ces dernières années au Togo. En rapport avec le thème retenu, Cristina M. Barreira a évoqué le projet « Art pour la réconciliation nationale »,

financé par l'UE et réalisé par des artistes togolais.

Pour ce qui concerne la crise politique, la cheffe de la Délégation de l'UE a affirmé que l'UE suit de très près l'évolution de la situation actuelle dans le pays. Ensemble, avec le « Groupe des Cinq, nous saluons et accompagnons les efforts des facilitateurs et de l'ensemble des pays de la région ».

Elle a également lancé un appel aux acteurs politiques et émis le vœu de les voir « poursuivre dans la voie d'un dialogue sincère, constructif et qui privilégie l'intérêt du pays, afin de parvenir à une solution durable ». Cristina Martins Barreira a conclu son intervention en déclarant que « les amis du Togo ne veulent pas le voir sombrer dans la spirale de l'incertitude ».

Le ministre de la Planification du Développement, Kossi Assimaïdou, coordonnateur national du FED au Togo, a au nom du gouvernement remercié la représentante de l'UE au Togo pour les multiples appuis que son institution apporte au Togo. « Au titre de la coopération Togo-UE, d'importants projets et programmes sont mis en place, prioritairement dans les domaines de renforcement de la gouvernance politique et économique, de la consolidation de l'Etat de droit, de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie et de la recherche constante de la cohésion nationale », a fait observer le ministre Assimaïdou. Il n'a pas manqué de souligner l'appui technique et financier des partenaires du Togo dont l'UE à l'élaboration du Plan National de Développement (PND, 2018-2022) du Togo. ■

Ralentissement de la croissance des entreprises togolaises en 2017 : L'autre conséquence de la crise politique

Le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, Badam Patoki était mercredi 9 mai face à la presse à Lomé, pour la présentation des résultats de la 5ème édition de l'enquête de prévision macroéconomique 2017 sur le Togo.

Ce document réalisé grâce au concours du PNUD et de l'Union européenne a fourni des données de base sur les principaux indicateurs relatifs à la situation économique des entreprises notamment le niveau de production et de l'investissement, les échanges de biens et services avec le reste du monde pour les années 2016 et 2017 ainsi que les prévisions pour l'année 2018.

L'enquête a ciblé 200 entreprises qui ont été choisies à partir de données fournies par l'Office togolais des recettes (OTR). Les entreprises recensées appartiennent au secteur secondaire et tertiaire. Sans grande surprise, les conclusions de l'enquête ont révélé un ralentissement du rythme de croissance en 2017. En effet, le taux de production en 2017 est de 2,6% contre 6,6% en 2016. Le niveau d'investissement a aussi chuté de 18,6% en 2017 par rapport à l'année précédente.

Ces performances médiocres enregistrées par les entreprises togolaises l'année dernière sont dues aux tensions politiques. Mais l'une des satisfactions reste l'apport



Le ministre Sani Yaya

des banques dans le financement de l'économie. La contribution des banques est donc passée de 24,5% en 2016 à 44,7% en 2017, soit un bond de 20,2 points, indique le document. Enfin, le rapport conclut que pour 2018 les prévisions devraient être meilleures. Car le secteur privé semble avoir intégré les aléas politiques dans son fonctionnement.

Le CHR d'Atakpamé renforce ses structures grâce à l'appui de l'agence Israélienne de coopération

Lomé, le 11 Mai 2018- Le Centre Hospitalier Régional d'Atakpamé (160 Km de Lomé) dispose désormais d'un service de traumatologie ultra-

moderne en son sein.

C'est le ministre de la santé, Pr. Moustapha Mijiyawa qui a présidé jeudi à la cérémonie d'inauguration du bâtiment abritant ledit service qui sera mis à la disposition des populations de la région des Plateaux pour une prise en charge plus efficace des victimes de blessures graves.

La réalisation de l'ouvrage a été possible grâce à la coopération israélienne via son Agence Mashav. Le service de traumatologie du CHR-Atakpamé comporte également une unité d'urgence. Il est équipé d'outils de dernière génération, les mêmes que ceux utilisés dans les hôpitaux israéliens de réputation internationale. 37 personnes (médecins, anesthésistes, sages-femmes, infirmiers ...) ont bénéficié d'un renforcement de capacité de la part des spécialistes israéliens.

Une formation de 5 jours a permis le transfert de compétences et une meilleure compréhension du fonctionnement d'une unité

d'urgence qui permet de gérer des patients amenés sur place pour différentes pathologies comme de graves brûlures, des traumatismes crâniens, des liaisons par écrasement, des traumatismes abdominaux, etc.

Ce don d'Israël au Togo, témoigne une fois encore de l'excellence des rapports de coopérations qui existent entre les deux pays. Il va contribuer à la modernisation du secteur de la santé souhaitée par le gouvernement togolais et les acteurs de la santé.

« Ce don vient enrichir les prestations de soins du CHR Atakpamé dans un contexte de contractualisation dont la seule finalité reste l'amélioration des soins offerts à la population », a indiqué le ministre qui avait à ses côtés Nitzan Arny, le N°2 de l'ambassade d'Israël au Togo.

L'Agence de coopération israélienne qui fête son 60e anniversaire cette année est active en Afrique depuis des décennies. Elle apporte son assistance aux pays africains dans le domaine de la santé, de l'agriculture, de l'assainissement ou encore des énergies renouvelables. Précisons que le Togo est le tout premier pays africain à avoir bénéficié d'une unité de traumatologie de ce standing offert par cette agence. ■

Source : autogo.com

Agbéyomé KODJO Plaide pour la mise en œuvre d'un plan d'action : DE VEILLE STRATÉGIQUE ET D'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE POUR UNE AFRIQUE ÉMERGENTE

Une sympathique et attrayante ville du Royaume du Maroc, du nom de Dakhla située aux confins de la façade maritime Atlantique et du désert du Sahara fut le lieu d'accueil d'une dense et enrichissante rencontre africaine portée par la thématique : *-Intelligence Économique en Afrique, Expériences Nationales et Partenariats Africains-*.

La rencontre africaine de Dakhla fut placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et bénéficia du soutien de plusieurs organisations du Royaume du Maroc, notamment l'Office Chérifien des Phosphates ; le Wali (Gouverneur) de la Région de Dakhla-Oued Ed Dahab ; le Conseil Municipal de la Ville de Dakhla ; la Compagnie aérienne Royal Air Maroc ; et de plusieurs médias.

La rencontre africaine de Dakhla caractérisée par une représentation de personnalités de [haut niveau] fut organisée à l'initiative de l'Université Ouverte de Dakhla- en lien avec une centaine de chercheurs du monde entier, issus de tous les continents, de tous les horizons et sensibilités, praticiens des sciences sociales en général et des sciences économiques en particulier, et travaillant sur les problématiques de développement et des relations internationales.

Plusieurs personnalités politiques marocaines de haut rang furent présentes à l'ouverture des travaux dont Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement et Monsieur le

Secrétaire d'État à l'Investissement et au Numérique, et des autorités locales.

Tant il a paru pertinent aux Hautes Autorités politiques du Royaume du Maroc, l'opportunité de diffuser en Afrique la connaissance scientifique relative à l'intelligence économique et de la veille stratégique, auprès des États, des Entreprises, des Administrations, des Universités et des Centres de Recherches, laquelle diffusion et/ou transmission permettra en outre, de développer les échanges et de partager les savoirs et les savoir-faire à l'échelle continentale.

La rencontre africaine de Dakhla visait la mutualisation des expériences dans les domaines précités, pour une Afrique Émergente.

Vingt-trois pays du continent africain, d'expression francophone, lusophone, anglophone et du Maghreb y ont pris part du 03 au 06 Mai 2018. Des Professeurs d'Université, des Chercheurs, des animateurs et contributeurs de Think Tank européens et africains furent également présents.

Notre pays le Togo fut représenté par Monsieur John Tata Boukary Ancien Directeur de l'Information et de l'Intelligence Économique à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo.

Personnellement, je fus convié aux travaux de la rencontre africaine de Dakhla en qualité de Personne ressource à la faveur de ce qu'au cours de différentes hautes fonctions que j'ai eu à exercer dans notre pays, le Togo, il m'avait paru opportun dès les années 1990 de structurer des actions de veille stratégique et d'intelligence économique au Port Autonome de Lomé, à l'Assemblée Nationale et à la Primature.

C'est pourquoi, il a paru approprié aux organisateurs de la Rencontre africaine de Dakhla d'aimablement me compter au nombre des contributeurs aux fins de nourrir la Rencontre africaine de Dakhla de mes expériences en matière de veille stratégique et d'intelligence économique.

Il me fut fait l'honneur de me conférer le rôle de modérateur lors de prise de parole des intervenants livrant les expériences de leur pays en



formellement actée à Dakhla. Elle fut séance tenante signée par un certain nombre de pays dans lesquels des structures d'intelligence économique et de veille stratégique sont d'ores et déjà plus ou moins opérationnelles notamment le Think

matière de veille stratégique et d'intelligence économique. Aussi, fus-je au rang des intervenants lors de la séance de clôture des travaux, précédée par la présentation d'un Relevé de synthèse.

Sur le fond, la Rencontre africaine de Dakhla a abouti à la constitution d'un -Forum Africain des Associations d'Intelligence Économique (FAAIE) - qui aura pour objet : la mise en œuvre d'un savoir-faire en matière d'intelligence économique et de veille stratégique en Afrique, le développement des échanges inter-africains, le partage des expériences en la matière et la valorisation de l'expertise des dimensions géostratégiques du continent africain auprès des États, des Entreprises, des Administrations, des Collectivités territoriales, des Universités et des Centres de recherches.

La Convention de partenariat instituant la création du -Forum Africain des Associations d'Intelligence Économique- a été

Tank -Vigilances, Intelligence et Prospective- pour la Côte d'Ivoire ; le -Centre Africain de Veille Stratégique- pour le Congo-Brazzaville ; l'Association Marocaine d'Intelligence Économique pour le Royaume du Maroc ; le -Réseau Nigérien d'Intelligence Économique- pour le Niger ; -SOPEL International- pour le Sénégal ; -l'Association Tchadienne d'Intelligence Économique- pour le Tchad ; -l'Association Tunisienne d'Intelligence Économique- pour la Tunisie ; et -l'Association Marocaine d'Études et de Recherches pour le Développement-

Concrètement, il s'agira de structurer et de mobiliser l'intelligence collective africaine au service de trois leviers essentiels de l'émergence africaine, à savoir : le développement d'une pensée stratégique africaine, l'élaboration de diagnostics partagés et la proposition d'actions collectives

Suite à la page 7

Connectivité au Togo :

40% de couverture nationale d'ici 2022

Cest un décret pris en Conseil des ministres le 8 mai dernier, le gouvernement a donné autorisation au Ministre des Postes et de l'Économie Numérique, Cina Lawson de renouveler jusqu'en 2032 les licences aux deux opérateurs de téléphonie mobile (Togo Cellulaire et Moov) et d'accorder de nouvelles licences pour la 4G.

Selon le communiqué, ce décret permettra à la population togolaise de bénéficier d'une connexion internet fluide et d'un service de téléphonie mobile de bonne qualité et à moindre coût. Jusqu'à l'adoption de ce décret, les utilisateurs des services mobiles Internet au Togo n'ont accès qu'à la 3G.

Toutefois, le décret vise à mobiliser des ressources financières nécessaires pour

réaliser l'objectif de couverture 4G d'au moins 40% de la population à l'horizon 2022 et le développement de l'économie numérique au Togo. La décision d'introduire la 4G dans les offres de l'internet traduit une fois de plus l'ambition des plus hautes autorités à faire du Togo un hub numérique de la sous-région.

Car en effet, depuis 2017, plusieurs initiatives ont été mise en place pour accélérer le

Le Togo s'engage pour la

4G



processus devant permettre d'atteindre cet objectif. On se souvient qu'en Avril 2017, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a officiellement lancé le projet « E-gouvernement » qui a permis le raccordement à internet haut débit de 560 bâtiments administratifs de Lomé à Kara (543 à Lomé, 17 à Kara). Le

lancement de ce projet offre par exemple la possibilité au citoyen togolais, d'accomplir aisément en ligne les démarches administratives et d'obtenir des réponses dans les meilleurs délais.

Soucieux de permettre toujours à la population de disposer

d'une connexion de qualité et à moindre coût, le gouvernement a attribué en juin 2017, des licences à deux sociétés fournisseurs d'internet. Il s'agit de la société TEOLIS et GVA. Sept mois après l'attribution de la licence, ces deux sociétés ont effectivement démarré leurs activités, respectivement en février et en mars dernier permettant du coup à la population d'avoir le choix entre les opérateurs sur un marché longtemps dominé par l'opérateur publique (Togotelecom) et les privés, (Moov, Café informatique) et de bénéficier de la baisse des prix sur les différents services qu'ils fournissent.■

Source: autogo.com

Conformité des activités de l'ESMC avec les lois en vigueur au Togo: Un atelier du REMEDD s'est planché sur la question

Le Réseau des Médias Engagés pour le Développement Durable (REMEDD) a tenu le mercredi dernier à l'intention de ses médias membres un atelier portant sur les activités de l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC). Avec pour thème "Règles de l'innovation des activités de l'ESMC dans le respect de la loi", cette rencontre visait à en croire Isidore Akolore, président du REMEDD, à permettre aux leaders d'opinion, de se faire une idée de l'adéquation des activités de l'ESMC avec la loi.

"Ce rendez-vous est une suite logique de celui du 20 Avril 2018 portant sur l'Objectif 9. Il devrait nous permettre de voir en quoi les activités de l'ESMC sont innovantes et en adéquation avec les lois en vigueur au Togo, et de lever enfin, toutes les équivoques sur les activités de cette entreprise", a confié le président du REMEDD.

M. Foudou Boukpepsi, Représentant le Gérant statutaire de l'ESMC, a situé l'adhésion à cette initiative du REMEDD dans la droite



ligne du partenariat existant entre les deux structures engagées "aux côtés des pouvoirs publics pour l'atteinte des ODD".

Pour lui, l'innovation dont l'ESMC est porteuse est à la fois une solution informatique mais aussi et surtout, un modèle

économique de marché commun qui ne laisse personne de côté. Il est donc question de mettre ensemble les ressources de tous ceux qui s'enregistrent sur la plateforme proposée pour produire par la suite de la richesse à partager de manière équitable. Par cela, l'ESMC constituerait un rempart contre les carences du pouvoir d'achat, de l'argent et surtout le chômage.

Les échanges au cours de la journée ont porté sur les quatre activités de l'ESMC, leur conformité avec les lois en vigueur au Togo et l'affectation des bons d'achat et le caractère non financière des activités de l'ESMC. De petits ateliers ont également été organisés afin de voir le niveau de

compréhension des hommes de médias du concept et de leur permettre de mettre en place un tutoriel de questions-réponses en français facile pouvant permettre au Togolais lambda de s'imprégner de l'approche de l'ESMC. Charles Yao Kpwoadan, Rédacteur au journal en ligne Emergence-Togo s'est dit satisfait de l'initiative qu'il veut pérenne, quelques contours de la chose lui étant toujours flous.

Cette formation fait partie d'une série que le REMEDD entend organiser à l'endroit de ses membres à travers tout le pays. Le réseau est composé de plus de 200 médias à travers tout le Togo. ■

Démocrate

Port autonome de Lomé convoyage des véhicules en transit : L'alourdissement des frais fait fuir les clients De la nécessité d'ouvrir des discussions avec les transitaires ambulants en grève

SEGUCE, ANTASER, frais de douane, frais du port et désormais MELIS, ça fait trop de frais quand même pour les opérateurs économiques et clients au Port autonome de Lomé, port en eau profonde véritable don de la nature. Jadis poumon de l'économie le PAL fait les frais d'une surenchère qui ne dit pas son nom.

Trop de frais pour les clients et surtout ceux de l'hinterland en complicité avec l'Union des professionnels Agréés en Douane (UPRAD), certains réseaux tapis dans l'ombre à travers de faux frais se sont trouvés des moyens de se tailler leur part du gâteau qu'est le port autonome de Lomé.

De quoi s'agit-il ?

Le projet MELIS qui concerne le convoyage des voitures en transit vient encore alourdir les frais qui pèsent déjà trop sur les épaules des opérateurs économiques et clients au PAL. Depuis toujours, la douane percevait 10 000 FCFA par voiture, au profit des escortes qui accompagnaient. Contre

toute attente et en plus de ces 10 000 FCFA, perçu par la douane, le projet MELIS qui reprend de façon déguisée le convoyage de voiture impose une somme de 10 000 FCFA supplémentaire à l'existant qui concernait toutes les voitures en transit. De 10 000 FCFA, on passe désormais à 20 mille fca, soit le double; ce qui n'est pas du goût des clients qui estiment le surplus ou l'écart trop grand. Conséquence, on assiste à des départs ou la fuite des clients et opérateurs économiques vers les ports de Cotonou au Bénin ou encore de TEMA au Ghana ou paradoxalement les frais de transit sont revus à la baisse.

C'est donc un coup dur pour les transitaires ambulants

dont le travail a pris un coup. Ces derniers ont décidé d'aller en grève. Il faut rappeler que la question du convoyage, ou plutôt du suivi des véhicules de transit a toujours coûté près de 300 mille aux clients, pour seulement 5416 f qui sont reversés dans les caisses de l'Etat.

On comprend aisément que ce sont plutôt des réseaux véreux qui se la coulent douce au détriment de l'Etat. L'UPRAD, joue également un rôle amer qui mène la vie dure aux transitaires ambulants plus en contact avec les clients.

La douane pour sa part estime que le projet MELIS est un outil de travail pour elle, sans prendre en compte la pire difficulté auxquelles sont confrontés clients et



transitaires ambulants ceux là même qui directement opèrent.

Au fond le gouvernement semble ignorer les réalités qui entourent le projet MELIS. Le projet en fait vient semer la confusion dans les esprits Dès lors qu'il vient surplomber ce qui se faisait auparavant. La grève que lancent les transitaires ambulants depuis quelques jours doit amener les autorités portuaires à ouvrir des discussions avec ces transitaires ambulants qui en réalité sont plus en contact avec les clients

quotidiennement. Il faut mettre un terme aux faux frais qui ralentissent l'économie. Les transitaires souhaitent que l'autorité sursoit au projet MELIS dans l'attente d'une solution qui permettrait de privilégier l'attente des clients, qui depuis un moment ont commencé par prendre la fuite vers les ports voisins.

Le ministre de l'économie et des finances et son collègue des transports doivent ouvrir des échanges avec l'association des transitaires ambulants pour une solution. ■

Agbéyomé KODJO Plaide pour la mise en œuvre d'un plan d'action : DE VEILLE STRATÉGIQUE ET D'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE POUR UNE AFRIQUE ÉMERGENTE

Suite de la page 5

pour une Afrique plus unie et plus forte au service des intérêts des africains.

Cet abord constitue un vecteur important d'intégration à l'échelle continentale et le point de départ pour une nouvelle économie de l'Afrique favorisant la création d'une élite africaine capable de jeter les bases d'un développement durable et inclusif de leur continent.

En termes d'opérationnalisation et de pratiques pragmatiques, les actions projetées prendront appui sur les organisations sous régionales continentales à l'instar de l'UMA, de la COMESA, la CEDEAO de la CEEAC, de la SADC, de la CEMAC de l'UEMOA et de la Commission de l'Union Africaine, pour dynamiser un plan d'action vecteur d'intégration continentale, visant à la vulgarisation de cet outil stratégique au bénéfice de la grande ambition que nourrit le continent pour se débarrasser de la pauvreté et de l'ignorance, afin que le continent africain libère son potentiel et émerge comme une puissance économique incontournable.

Le -Forum Africain des Associations d'Intelligence Économique- vise en outre, la formation et le renforcement des capacités des acteurs publics et privés et des étudiants afin que la démarche stratégique soit globale et intégrée dans les différents domaines de leurs activités économiques ou cognitives. Ces différentes actions contribueront à faire entrer le continent africain dans la Société de la Connaissance.

Ne perdons pas de vue que notre monde est global. Il est dirigé par quatre paramètres qui constituent le "secret" des Nations gagnantes : la vitesse, la connectivité, l'immatériel et l'innovation.

La vitesse joue un rôle structurant dans le champ de la compétition économique mondiale, conduisant en termes de prompt réactivité, à une adaptation actualisée relativement à l'accélération des échanges des biens, des services, et des capitaux. L'économie numérique qui conceptualise le secteur des activités économiques liées au numérique est un marqueur des changements qui ont transformé la société humaine. Les technologies de l'information et de la communication ont connu au cours des quarante dernières

années un développement prodigieux allant des suppositions qui découlent de la « loi de Gordon Moore » ou au sens strict « les conjectures de Gordon Moore » (cofondateur de INTEL) aux nanotechnologies. L'évolution de la puissance de calcul des processeurs est passé de doublement de sa capacité tous les deux ans, avec un délai d'émergence sur le marché des nouvelles gammes de produits électroniques tous les six mois et la miniaturisation via les nanotechnologies basées sur les techniques de la physique quantique. La physique quantique étant l'appellation générale d'un ensemble de théories physiques nées au XXème siècle qui, comme la [théorie de la relativité], marque une rupture avec ce que l'on appelle maintenant la physique classique, qui regroupe par définition les théories et principes physiques connus au XIXème siècle.

Le second "secret" des gagnants c'est qu'ils ont compris que dans notre monde actuel tout est connecté. Les technologies dites 4G, et 5G, la fibre optique et les satellites rapprochent les communautés, les places financières mondiales, et stimulent les décisions stratégiques de nos pays, via internet et les réseaux sociaux.

Le troisième "secret" des gagnants est la compréhension de la grande valeur et de l'importance de l'immatériel dans ce monde. L'immatériel a pris le dessus sur les valeurs matérielles. Les japonais l'ont tant et si bien compris qu'ils détiennent le plus grand nombre de brevets afférents à la robotique, à l'intelligence artificielle et à l'immatériel. Notre civilisation est devenue cognitive.

Le dernier "secret" des gagnants est marqué par le poids de l'innovation dans toutes les actions de recherche et de l'industrialisation. Elle est le socle fondamental de la compétence distinctive dans la compétitivité.

En somme, la démarche de l'intelligence économique exhorte nos pays et nos entreprises à la maîtrise du cycle de l'information, à son usage comme arme stratégique de développement en lien avec la guerre cognitive et celle de l'information stratégique.

Par ailleurs, il est bon de retenir que la motivation fondamentale de la Rencontre africaine de Dakhla procède du fait qu'il s'est

avéré d'après des études sérieuses et étayées, que le Continent africain sur le plan géopolitique dispose d'atouts majeurs pour être au cœur des enjeux économiques du 21ème siècle.

L'intelligence économique revêt dès lors, aujourd'hui, une nécessité absolue devenue stratégique. Le continent africain est plus que jamais appelé à adopter une politique volontariste commune en la matière, en raison de ce que l'Afrique fait face à de multiples défis liés à la compétitivité économique et à la complexité des marchés.

Qu'ainsi, dans un monde de plus en plus globalisé, ouvert, interdépendant et hyper connecté, l'Afrique [notre] continent est exposé à toutes sortes de convoitises, à une concurrence exacerbée et à des menaces multiformes qui accentuent sa vulnérabilité à tous égards.

Ces menaces sont portées par de nouveaux acteurs qui n'hésitent pas à livrer toutes sortes de guerre asymétrique et/ou tensions économiques à nos États tendant à fragiliser leur économie et leur cohésion sociale notamment. Le terrorisme, la cybercriminalité, l'économie du crime, la corruption, les mouvements de contestation souvent sujets à caution, le radicalisme, et les menées subversives constituent les moteurs extrêmement néfastes qui fragilisent la stabilité de [nos] États, déjà confrontés à une regrettable montée en puissance du chômage des jeunes qui n'ont d'exutoire que de se fondre dans des mouvements migratoires aux fortunes improbables si ce n'est périlleuses.

Face à ce tableau qui ne saurait être apprécié autrement que de cruel pour le futur, si nous n'y prenons garde, les participants aux travaux de la -Rencontre Africaine de l'Université de Dakhla- après avoir dressé un bilan sans complaisance de l'état des lieux des pratiques de la veille stratégique et d'intelligence économique, et conscients de la gravité de la situation, ont à l'unanimité convenu de constituer un -Forum Africain des Associations d'Intelligence Économique- qui aura vocation à prendre toutes les mesures appropriées en vue de combler les lacunes et carences relevées, préjudiciables à tous égards, aux dépens du continent africain.

Il va sans dire que le diagnostic dressé, laisse apparaître le peu d'intérêt que les Dirigeants africains accordent à l'intelligence économique (matière éminente en termes de stratégie de coordination, de collecte, de traitement et de diffusion de l'information utile aux acteurs économiques, en vue de son exploitation) ; or, pareille préoccupation sous-tend incontestablement la gouvernance de leur économie et de leur société.

Plus alarmant, constat fut fait de ce que le privilège de la veille stratégique en termes d'intelligence économique n'est à ce jour, que l'apanage des grands Groupes industriels, commerciaux, financiers, occidentaux en activité sur le continent africain, et de quelques rares exceptions que constituent quelques grandes entreprises africaines.

À nul contredit, l'indigence de cet outil stratégique en Afrique résulte aussi de la déconnexion des structures d'enseignement de recherche et de formation relativement aux évolutions rapides qu'ont connu le champ du savoir économique et celui des sciences de management en matière de veille stratégique.

Rechercher la bonne information, l'analyser, anticiper, prévenir, se protéger telle est la mission essentielle d'une démarche de veille stratégique et d'intelligence économique pour résister aux chocs et aux appétences d'un monde de plus en plus marqué par une compétition féroce.

Le -Forum Africain des Associations d'Intelligence Économique- entend contribuer à élever le niveau de formation, de qualification et d'expertise des opérateurs économiques, des acteurs institutionnels, des collectivités territoriales et des étudiants du continent africain en matière d'appropriation des pratiques d'intelligence économique et de veille stratégique, et de favoriser le transfert des bonnes pratiques entre les pays africains dans ce domaine ; de développer des partenariats entre les pays du continent africain en matière d'intelligence économique et de veille stratégique ; de lancer sur le continent africain les fonds baptismaux portant création d'un -Centre Africain d'Études et de Recherches en Intelligence

Économique et Veille Stratégique- et enfin, d'initier et de développer des partenariats avec les structures opérationnelles non africaines d'intelligence économique poursuivant des objectifs analogues aux nôtres.

En conclusion, l'intelligence économique et la veille stratégique peuvent valablement être regardées comme une condition incontournable pour tendant à accompagner l'ambitieux projet portant construction d'une nouvelle Afrique unie et forte.

Le continent africain doit maintenant se doter d'un dispositif opérationnel d'intelligence économique et de veille stratégique collectif, porté par la promotion des bonnes pratiques en la matière afin d'assurer la sécurité globale du continent aussi bien dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la sécurité économique et du patriotisme.

Enfin, les puissances publiques de nos pays, fortes des prérogatives qui leurs sont dévolues doivent envisager des mesures urgentes tendant à intégrer dans la conduite des affaires publiques une démarche coordonnée de veille stratégique et d'intelligence économique afin de tonifier leur économie, de mieux adapter les politiques publiques et d'encourager les entreprises privées à en prendre le chemin.

C'est me semble-t-il le chemin adéquat pour une croissance économique stimulée, partagée et inclusive ainsi que pour la cohésion des forces sociales notamment pour un Togo moderne, réactif, intelligent et émerge

Nos Universités et Centres de formation sont subséquentment interpellés aux fins d'entreprendre l'ouverture des filières adaptées et préparer ainsi la jeunesse du continent à être dotée des moyens et supports de bataille économique de notre siècle permettant une compétition à armes égales avec nos concurrents et surtout de relever sur le continent africain les grands défis exigeants de demain.

Ensemble construisons avec intelligence un Togo performant, un Togo moderne, un Togo compétitif, un Togo qui gagne, au sein d'une Afrique unie. ■

Lomé le 13 mai 2018

Agbéyomé KODJO

Ancien Premier Ministre



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Le prophète Isaak Dasilveira, l'homme oint de Dieu qui n'oublie pas les démunis de son église et ceux de Lomé

Hier dimanche le 14 mai 2018, le Prophète de l'église du Ministère International Sauvons l'Humanité pour le Christ a organisé une grande campagne d'évangélisation et de guérisons à Eden Park de Djidjolé.



radio qu'il y a un homme de Dieu grâce à la force spirituelle de l'esprit saint, il arrive à aider les malades à recouvrer une parfaite santé. Sans hésitation, la femme est partie à la recherche de ce fameux oint de Dieu, par la grâce elle a retrouvé exactement le prophète Isaak DASILVEIRA qui à son tour lui a donné une poudre miraculeuse.

Ils étaient des milliers de togolais venus de divers horizons et de confessions religieuses à prendre part à cette campagne de guérisons de l'homme oint de Dieu le Grand Prophète Isaak Dasilveira.

Beaucoup de participants ont recouvré la santé, ils sont des dizaines de personnes à faire des témoignages, parmi tant d'autres Mr X qui sentait des maux atroces au niveau de sa tête. Un jour sa femme avait appris à la

Arrivée à la maison la femme a donné la poudre à son mari, ce dernier a versé la poudre dans les narines, quelques minutes après deux grosses chenilles sont sorties des narines de l'homme et à partir de ce jour le mari n'a plus ressenti les maux de tête intenses. Voilà comment les vrais hommes oints de Dieu arrivent à guérir les malades à zéro FCFA, ils sont plusieurs à revendiquer le nom prophète mais ils sont peu comme le Prophète Isaak à aider les malades à recouvrer une parfaite santé.



Le grand prophète n'a pas oublié les pauvres et les démunis qui ont aussi pris part à cette campagne d'évangélisation, des sacs de maïs et de riz étaient distribués aux femmes qui

ont plus de soixante ans car selon le prophète, il y a la bénédiction dans les dons. Donner aux pauvres, c'est donné à Dieu!

Cyrille Sablassou



OPTION SANTÉ

Les 10 bienfaits des dattes sur la santé

On ne pense pas assez à acheter des dattes, pourtant elles sont excellentes pour la santé. Nous avons sélectionné 10 bienfaits de ce fruit dont vous ne pourrez bientôt plus vous passer.

On trouve les dattes dans les palmiers dattiers. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient on en met dans de nombreux plats, sèches ou fraîches. En France, on les mange plutôt sèches. Mais nous devrions en consommer plus souvent car ces fruits sont très riches en vitamines, en fibres et en antioxydants.

1. La datte est riche en glucides et pauvre en graisses

La datte est excellente pour la santé car elle est riche en fructose, dextrose, saccharose, maltose. Des glucides qui sont de vraies sources d'énergie pour l'organisme. Ces glucides permettent aussi de lutter efficacement contre l'hypertension artérielle. Par ailleurs, elle est pauvre en graisse. Elle n'en contient pratiquement pas.

2. La datte est riche en fibres

Nous le savons, il est indispensable de manger des aliments riches en fibres pour rester en bonne santé. Les dattes permettent de favoriser une bonne digestion et combattent les constipations passagères. Les aliments riches en fibres permettent aussi de conserver les intestins en bonne santé.

3. La datte est riche en oligo-éléments

La datte est également une source d'oligo-éléments. Elle contient en effet du cuivre, du zinc ou encore du fer. On recommandera donc aux personnes qui souffrent d'anémie de ne pas hésiter à en consommer.

Dans 100 grammes de datte, on trouve 0,90 g de fer, soit l'équivalent de 11 % de l'apport quotidien recommandé.

4. La datte est riche en acides aminés

La date contient aussi des acides aminés comme l'alanine, l'arginine, la glycine, la serine, ou la valine. Ces acides aminés ont de nombreuses vertus, comme celles de réduire la pression artérielle ou les douleurs liées aux articulations. Ils peuvent aussi contribuer à l'augmentation de la masse musculaire.

5. La datte est riche en antioxydants

La datte doit aussi être consommée régulièrement car elle est riche en antioxydants. Les caroténoïdes et les composés phénoliques sont très utiles pour lutter contre l'accumulation de graisses dans l'organisme, notamment au niveau des artères. Les antioxydants

permettent également de lutter contre le vieillissement des cellules.

6. La datte est riche en minéraux

Il ne faut pas oublier que la datte est également riche en minéraux. On trouve en effet du potassium, du magnésium, du phosphore ou encore du calcium dans les dattes. Or une alimentation riche en potassium permet de réduire la pression artérielle ainsi que les risques d'accident vasculaire cérébral (AVC).

7. La datte est riche en vitamines

C'est aussi pour ses vitamines qu'il faut consommer les dattes. On trouve en effet dans ce fruit des vitamines C, E, B2 et B3, mais aussi A1, B1, B5, B6 et K. La vitamine B6 est par exemple connue pour améliorer les performances du cerveau. Quant à la



vitamine E, elle peut retarder ou prévenir les maladies coronariennes.

8. La datte est riche en protéines

Les protéines présentes dans la datte font d'elle un fruit excellent pour les muscles et les os et permettent, par ailleurs, de brûler les graisses. Les protéines permettent aussi de réguler l'appétit. Mais une alimentation riche en protéines doit être accompagnée d'une activité physique régulière.

9. La datte combat la fatigue

Grâce à tous ces nutriments, la datte sera excellente pour combattre la fatigue et pour renforcer votre système

immunitaire. Manger des dattes avant l'arrivée de l'hiver permettra donc à l'organisme de mieux se protéger contre les agressions extérieures. Elle offre un véritable apport énergétique recommandé chez les grands sportifs.

10. La date réduit la douleur de l'accouchement

Dernier bienfait insoupçonné de la datte : elle réduit les douleurs de l'accouchement. C'est ce que révèle une étude menée par une équipe de chercheurs de l'Université de Jordanie. Selon ces travaux, une alimentation riche en dattes permettrait également de réduire les saignements et de mieux gérer l'après-accouchement.

Infrastructure routière : Le gouvernement togolais va réfectionner 67 km à Tchamba

La réhabilitation des routes dans la préfecture de Tchamba va bientôt démarrer. Le gouvernement avec des fonds propres va financer la réfection de 67 km de route dans cette localité située à 35 km à l'Est de la ville de Sokodé, chef-lieu de la région Centrale.



Les ouvrages en vue devront consister à faire l'ouverture, le reprofilage lourd, le rechargement et l'élimination des points critiques sur certains tronçons de pistes rurales. Il est en outre prévu la construction de nouvelles infrastructures. Cette initiative gouvernementale

s'inscrit dans le cadre de la politique des grands travaux voulue par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé afin de doter le pays des infrastructures dignes de ce nom.

C'est le ministère togolais des Infrastructures et des Transports, qui aura la charge de piloter les différents travaux. Un avis

d'appel d'offres ouvert a été d'ores et déjà lancé à cet effet. Selon cet avis les travaux envisagés sont répartis en quatre (04) lots.

Le 1er lot concerne les tronçons Tchamba-Alibi 1, Dagma-Katakpani et Laréni-Akpoa distants de 12,9 km. Le lot 2 porte sur le tronçon Alibi 1 - Kountangoli-Agbawiliga, long de 18,6 km.

le tronçon Krikri-AfemBoussou long de 18,1 km.

Notons que les entreprises retenues à l'issue de cet avis d'appel d'offres devront livrer les travaux au bout de six (06) mois, apprend-on auprès du ministère des infrastructures et des transports.

S'agissant du lot 3, il va de la localité dénommée Agbawiliga à Hézoudè en passant par Kofordia. Cette voie est distante de 17 km. Le dernier lot visé par le projet de réhabilitation est

« Il ne me reste que mon honneur », écrit le général Mokoko depuis sa prison de Brazzaville

L'ancien militaire, jugé pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », garde le silence au tribunal mais s'exprime dans une lettre que « Le Monde » s'est procurée.

Son écriture est élégante et précise. C'est celle d'un homme qui croupit depuis près de deux ans dans une cellule de la prison de Brazzaville, isolé pour avoir osé défier dans les urnes un chef d'Etat autoritaire, au pouvoir depuis une trentaine d'années. C'était lors de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 remportée par le président sortant, Denis Sassou-Nguesso, à l'issue d'un scrutin contesté par la communauté internationale.

Le général Jean-Marie Michel Mokoko et ses soutiens avaient été empêchés de faire campagne, harcelés par les forces de sécurité. Les télécommunications avaient même été interrompues dans le pays. « Je me suis heurté à la machine totalitaire, écrit aujourd'hui Jean-Marie Michel Mokoko, dans une lettre datée du 8 mai que Le Monde a pu obtenir. Cette machine, via ses émissaires congolais et ses complices étrangers, [a] essayé en vain de me faire plier en exigeant de moi la reconnaissance des résultats que le monde entier savait avoir été grossièrement truqués. Face à mon refus, la dictature a ensuite entrepris de



m'intimider, d'arrêter et de torturer mes compagnons, de dépenser des fortunes avec des consultants et des complices étrangers pour me diaboliser.»

Conditions de détention

Général saint-cyrien et ancien chef d'état-major des armées du Congo (de 1987 à 1993), Jean-Marie Michel Mokoko, 71 ans, avait suscité l'espoir d'une partie de la population de ce pays pétrolier d'Afrique centrale, dont les richesses captées par le clan au pouvoir font l'objet d'enquêtes en France, en Suisse et aux Etats-Unis. Il est arrivé en troisième position, avec moins de 14 % des voix selon les résultats officiels. Puis, après avoir été maintenu à résidence, il a été jeté en prison, astreint à « rester dans une pièce dont il ne peut pas sortir », selon ses avocats. Cette version

contredit celle de Gérard Devillers, l'un des avocats français de l'Etat congolais, qui avait assuré sur le plateau de la chaîne TV5 Monde que M. Mokoko bénéficiait de conditions de détention privilégiées. Sa famille, menacée par les nervis du régime, n'a pas pu lui rendre visite.

M. Mokoko a été inculpé le 16 juin 2016 d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et [de] détention illégale d'armes et munitions de guerre ». Ces derniers mois, les avocats congolais ont été surpris de ne pas être convoqués aux audiences préalables au procès, qui s'est ouvert le 7 mai dans la capitale en l'absence des représentants de la presse internationale, empêchés d'y assister. Ces derniers ont finalement été admis dans

l'après-midi.

Hasard du calendrier, le fils cadet du chef de l'Etat, Denis Christel Sassou-Nguesso, 43 ans, publiait justement sur son site Internet un opuscule livrant sa vision du « Congo de demain ». Ce député, élu avec près de 100 % des voix dans le fief familial, et qui a la haute main sur le secteur pétrolier, semble envisager de succéder à son père lorsque ce dernier quittera le pouvoir. Il le cite d'ailleurs pour énumérer les « antivaleurs » qui mineraient ce pays criblé de dettes, dont plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté malgré ses ressources en or noir et en bois. « Il s'agit de la corruption, du détournement, de la cupidité, de la concussion, de la fraude, de la paresse, du vol ou même de l'incivisme », écrit Denis Christel Sassou-Nguesso, lui-même mis en cause dans plusieurs procédures judiciaires pour corruption et concernant des « biens mal acquis », aux Etats-Unis et en France.

Silence de l'expert

Pendant ce temps, à Brazzaville, les militants de la société civile, les journalistes et les intellectuels opposants du régime sont traqués par les forces de sécurité, arrêtés et emprisonnés. Et Jean-Marie Michel Mokoko est jugé. Il s'est présenté droit et digne, le visage fermé. Il a d'abord invoqué son immunité puis a souhaité exercer son droit au silence malgré les invectives de la cour, dont le président s'est estimé « outragé ». « Nous en tirerons toutes les conséquences juridiques mais les débats doivent se poursuivre », a déclaré Me Devillers.

Présent dans la salle, un expert en armement convoqué par la cour a refusé de témoigner sur les armes retrouvées dans la résidence de l'accusé, qui a toujours expliqué qu'elles appartenaient à sa garde. « J'ai reçu ordre de ma hiérarchie de ne pas intervenir à ce stade », a-t-il précisé à Radio France internationale (RFI).

« C'est un procès grotesque où les droits de la défense sont complètement bafoués, souligne Etienne Arnaud, l'un

des trois avocats français de M. Mokoko. C'est totalement exubérant et grossièrement politique, avec des décisions délirantes, tordant le cou au droit congolais. » Quant à l'accusation selon laquelle le général aurait souhaité mener un « coup d'Etat », le principal témoin qui devait la soutenir ne s'est pas présenté. Le régime congolais avait pourtant mandaté des spécialistes français de l'investigation privée pour tenter d'étoffer le dossier, comme Bernard Squarcini, l'ancien directeur de la direction centrale du renseignement intérieur. En vain.

« Après plus de quarante ans d'une carrière militaire sans tache au service du peuple congolais, et au terme de deux ans de prison, il ne me reste que mon honneur, [...] je n'ai pas l'intention d'en faire offrande à ce régime, visiblement d'un autre âge », écrit M. Mokoko dans sa missive de deux pages manuscrites. Il cite le visionnaire socialiste français Jean Jaurès et appelle ses compatriotes à avoir le courage « de rechercher la vérité et de la dire ». Et de conclure : « Il nous faut par conséquent continuer d'espérer car rien n'est perdu, contrairement aux apparences.■



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

Direct Sprint

Tirage

1000 exemplaires



INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :**

- ✓ **AGOÈ,**
- ✓ **BAGUIDA,**
- ✓ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ✓ **FOREVER,**
- ✓ **ZONE PORTUAIRE,**
- ✓ **ABLOGAMÉ,**
- ✓ **KODJOVIAKOPÉ,**
- ✓ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ✓ **RÉSIDENCE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.